

2 octobre 2026

Élection québécoise : contexte et implications

Par Warren Lovely, avec la collaboration d'Alexandra Ducharme et Matthieu Arseneau

Le Québec tiendra une élection générale le lundi 5 octobre. À la lumière des derniers sondages d'opinion disponibles, un changement de régime politique semble se profiler. À ce stade, des agrégateurs de sondages reconnus attribuent une probabilité extrêmement élevée (quasi certaine?) à une victoire du Parti Québécois (PQ) — un résultat qui mettrait fin à huit années de gouvernements majoritaires de la CAQ. À cette 11^e heure de la campagne, une grande partie du débat porte sur l'ampleur éventuelle du mandat attendu du PQ et sur ce que le résultat final pourrait signifier pour l'avenir de la deuxième province en importance au Canada (sinon pour le pays dans son ensemble).

Précisons que nous ne présentons ici aucune prévision électorale de notre cru et n'appuyons aucun parti politique. Cette *Étude spéciale* vise plutôt à fournir un contexte utile entourant ce scrutin important.

Section A — Présente la plus récente projection électorale et compare une éventuelle victoire du PQ aux mandats provinciaux passés.

Section B — Porte sur les perspectives économiques, notamment les enjeux cycliques et structurels auxquels le (nouveau?) gouvernement devra faire face.

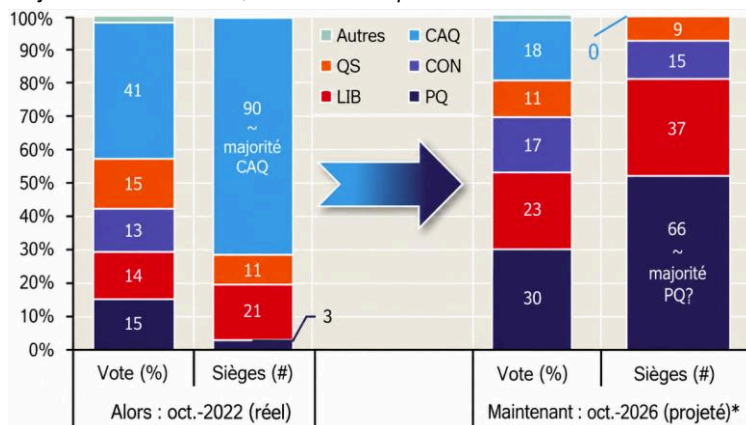
Section C — Se penche sur la situation budgétaire de la province, notamment les principaux enjeux de crédit et de valorisation.

« **Aide-mémoire** » électoral — S'appuyant sur l'analyse approfondie de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, des fiches détaillées présentent notamment le coût des plateformes des partis. Nous présentons également certains résultats de la « boussole électorale » de Vox Pop Labs et Radio-Canada pour illustrer la position des principaux partis sur les grands enjeux électoraux.

Section A: Projection électorale

[A1] Une projection de l'élection du 5 octobre

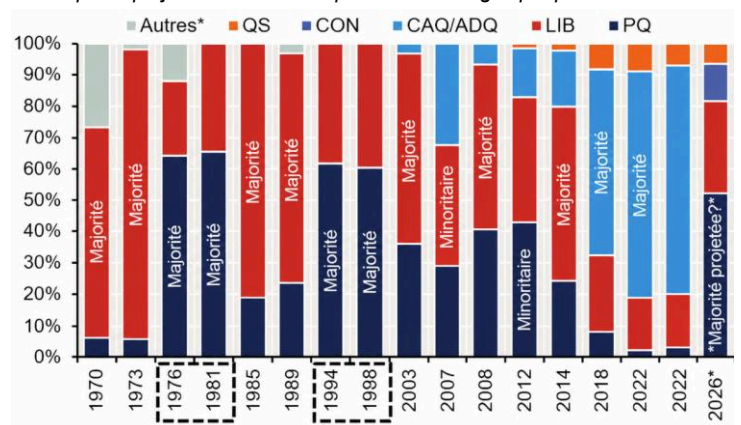
Projection électorale au Québec c. scrutin précédent



Source : BNC, Qc125.com | Note : Projection au 1^{er} octobre 2026

[A2] Une majorité du PQ? À voir, mais pas une première

Historique et projection actuelle : répartition des sièges par parti

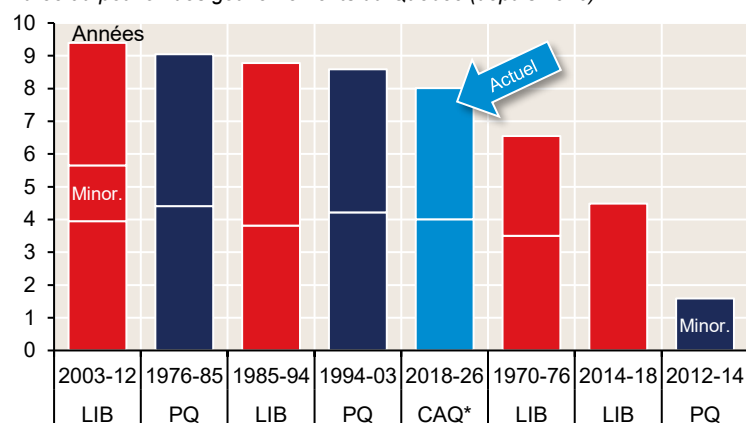


Source : BNC, Élections Québec, Qc125.com | Note : Projection 2026 au 1^{er} octobre 2026

Les récents sondages situent l'appui au PQ à 30%. Qc125.com estime que cet appui pourrait se traduire efficacement en une pluralité de sièges à l'Assemblée nationale, alors que la probabilité d'une majorité du PQ a augmenté en fin de campagne. Le PQ a gouverné pour la dernière fois en situation minoritaire en 2012-14, après de solides victoires majoritaires dans les années 1990.

[A3] Fin d'un cycle? Deux majorités de la CAQ sur 8 ans

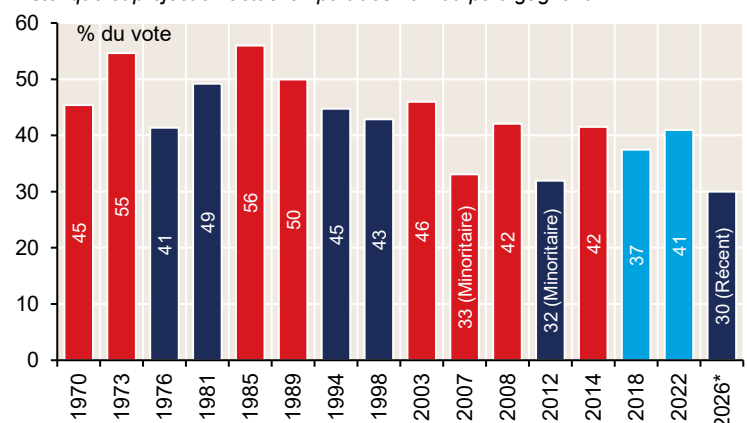
Durée au pouvoir des gouvernements du Québec (depuis 1970)



Source : BNC, Élections Québec | Note : Le contour indique les mandats

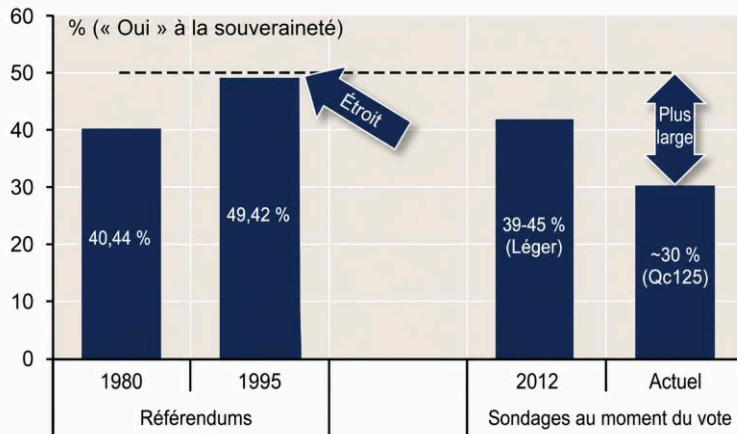
[A4] Ampleur de mandat, d'un point de vue historique

Historique et projection actuelle : part des voix du parti gagnant



Source : BNC, Élections Québec, Qc125.com | Note : Projection 2026 au 1^{er} octobre 2026

Une éventuelle victoire du PQ refléterait en partie l'insatisfaction à l'égard du gouvernement sortant. La CAQ, qui gouverne depuis 2018, risque de voir son nombre de sièges presque disparaître. Les gouvernements passés n'ont généralement pas duré beaucoup plus de 8-9 ans. Si les sondages sont exacts, la part des voix du parti gagnant pourrait atteindre un nouveau creux.

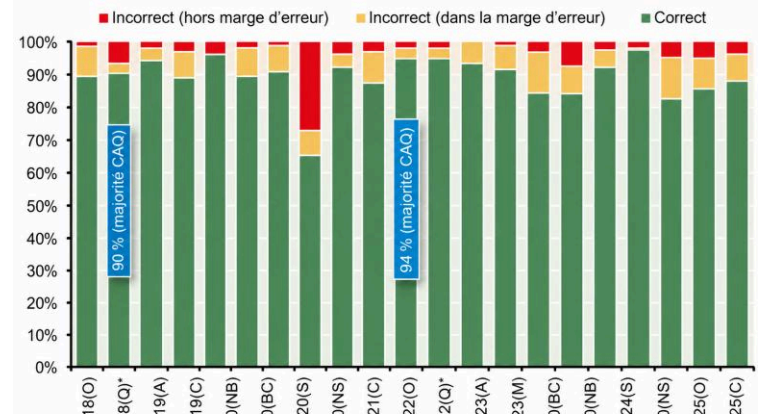


Source : BNC, Élections Canada, Léger, Qc125.com | Note : Données au 27-Sep-26

L'appui populaire au PQ correspond largement aux ~30% qui voteraient « Oui » à la souveraineté du Québec. Bien que le PQ se soit engagé à tenir un référendum, les « conditions gagnantes » semblent aussi difficiles à réunir aujourd'hui qu'en 2012-14, ce qui a poussé le chef du PQ à reporter la question référendaire au moins jusqu'au départ du président Trump de la Maison-Blanche.

[A6] Les sondages sont incertains, mais 338Canada a un bon bilan

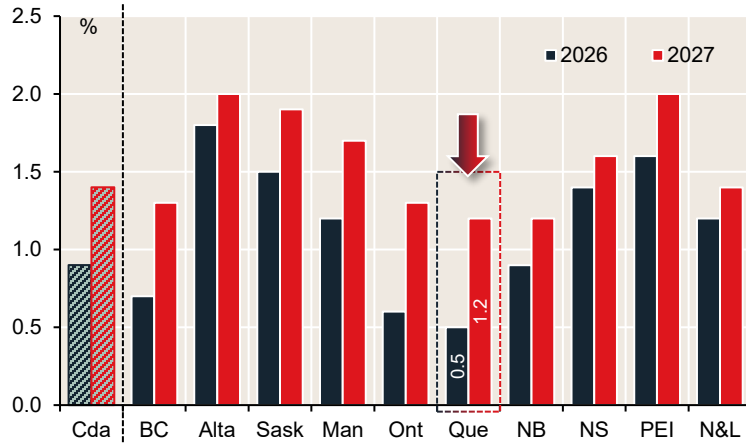
Bilan des projections électorales de 338Canada/Qc125 : élections depuis 2018



Section B: Considérations économiques

[B1] Croissance du Québec relativement modérée en 2026...

Croissance du PIB réel par province : projection actuelle de la BNC

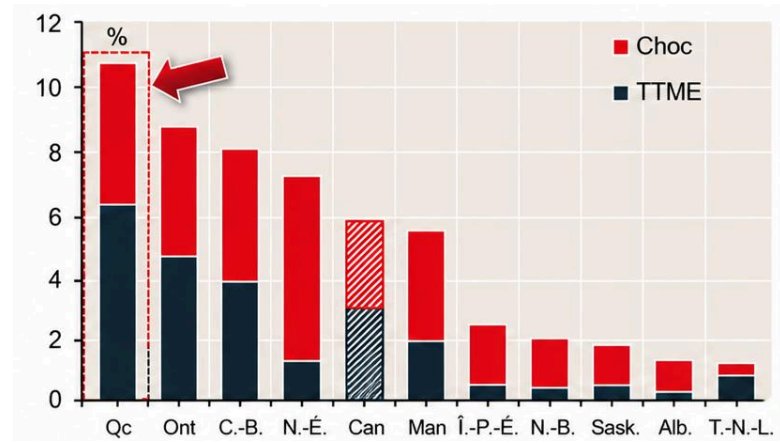


Source : BNC

L'élection survient alors que la croissance économique du QC a ralenti à environ 0.5% en 2026. Les exportateurs québécois semblent plus vulnérables aux tarifs américains, rendant particulièrement importants des progrès rapides dans le commerce Canada-É.-U. Dans de futures négociations, le gouvernement du PQ défendrait la culture/langue et les industries sous gestion de l'offre.

[B2] ...les tarifs américains étant plus contraignants/douloureux

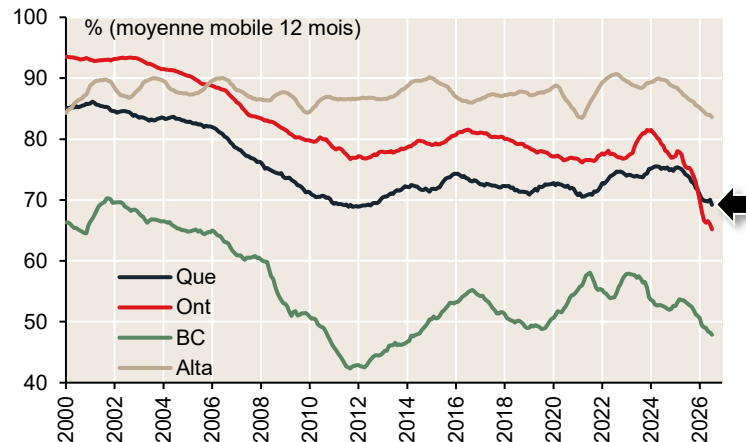
Taux tarifaire effectif moyen des É.-U. sur les exportations provinciales



Source : BNC, US Census, GdC | Note : TTME de base selon les recettes de Jul-26

[B3] Certains progrès en diversification des exportations...

Part des exportations vers les É.-U. : Québec c. autres grandes provinces

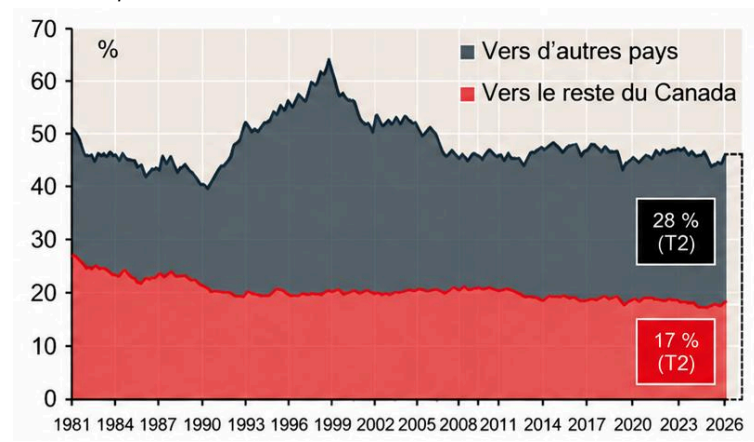


Source : BNC, StatCan | Note : Données douanières mensuelles jusqu'à Jul-26

Comme d'autres, le Québec a cherché à se diversifier au-delà des É.-U. Ce processus prend toutefois du temps, près de 70% des exportations internationales étant encore destinées aux États-Unis. Les premiers ministres ont cherché à accroître le commerce interprovincial. Une approche « Équipe Canada » pourrait être compliquée par un gouvernement du PQ « séparatiste », mais la province pourrait néanmoins profiter d'un accroissement de ses échanges avec le reste du Canada.

[B4] ...mais l'économie demeure assez dépendante du commerce

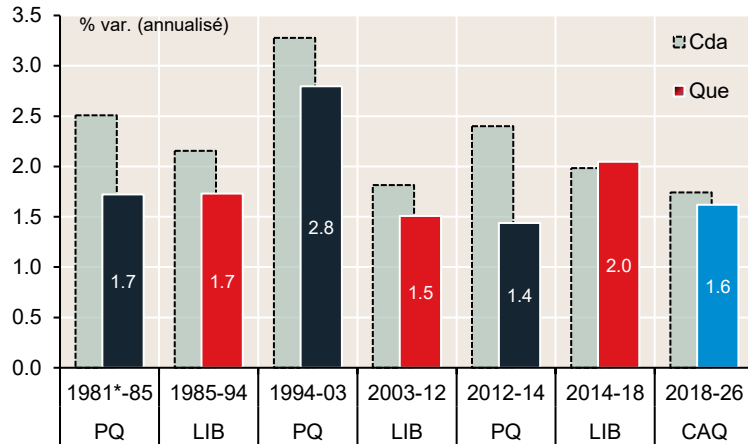
Part des exportations du Québec dans le PIB: reste du Canada et international



Source : BNC, Qc | Note : Comptes économiques du Québec jusqu'à 2026 :T2

[B5] Quelle croissance sous les gouvernements passés?

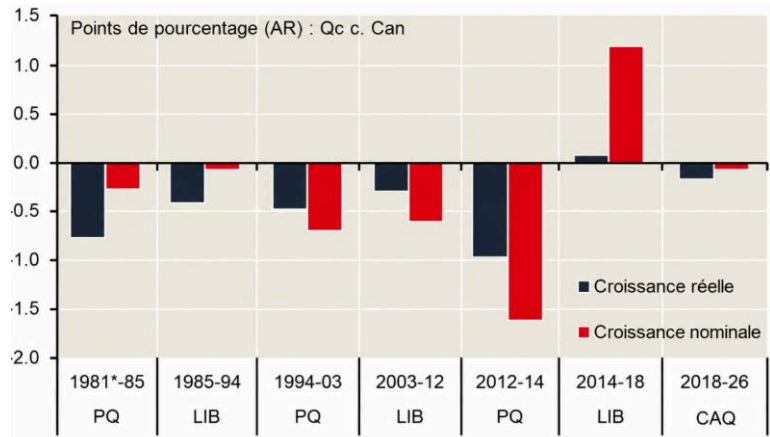
Croissance moyenne du PIB réel du Québec : par parti au pouvoir



Source : BNC, Qc, StatCan | Note : Données trimestrielles de 1981:T1 à 2026:T2

[B6] Autre perspective sur la performance relative de croissance

Croissance relative du PIB du Québec c. Canada : par parti au pouvoir

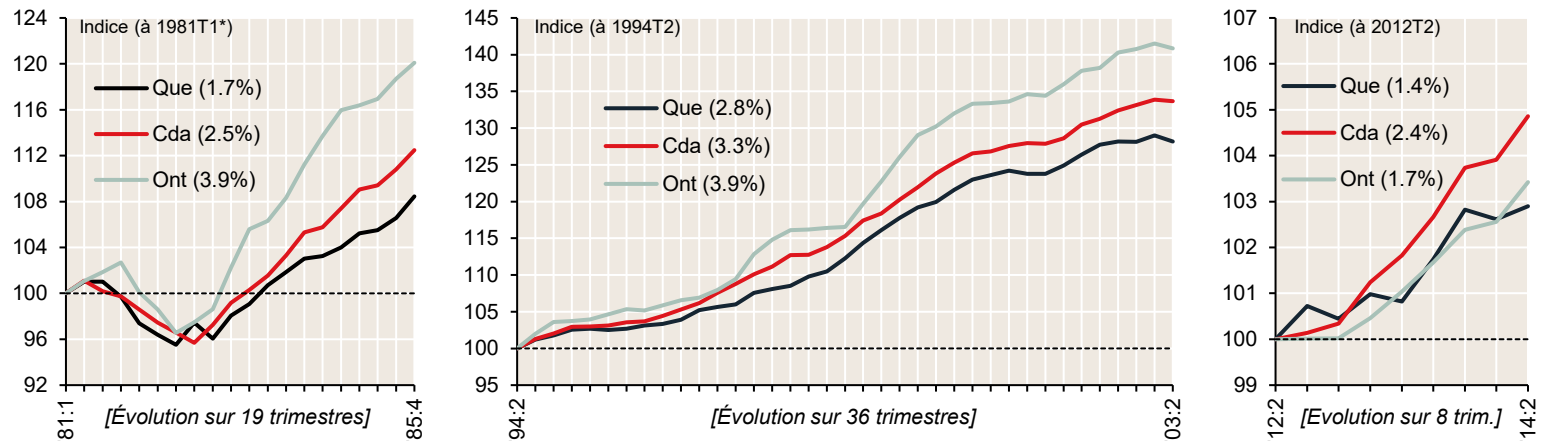


Source : BNC, Qc, StatCan | Note : Données trimestrielles de 1981:T1 à 2026:T2

Nous évitons de surinterpréter le bilan de croissance des gouvernements québécois précédents, puisqu'un taux de croissance potentielle plus faible a généralement fait de la sous-performance relative la norme. Cela dit, depuis 2018, la CAQ a obtenu une croissance presque aussi forte que celle du Canada, sur une période marquée par une pandémie et une guerre commerciale.

[B7-9] PIB cumulé du Québec sous les précédents gouvernements du PQ

Évolution du PIB réel du Québec c. Canada et Ontario : trois derniers gouvernements du PQ (depuis 1981)

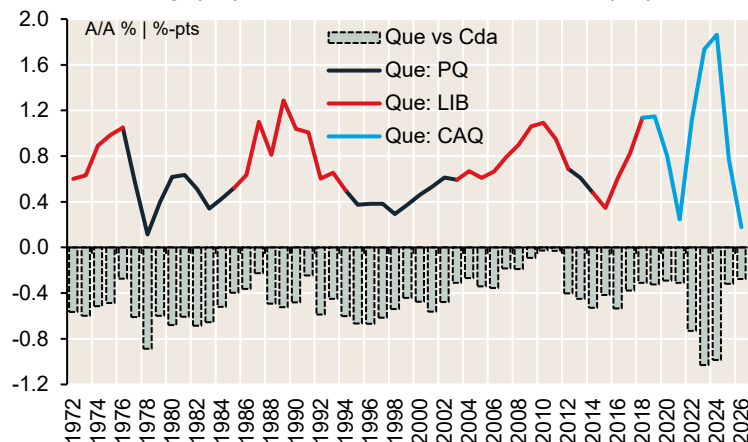


Source : BNC, Qc, Ont, StatCan | Note : 1er graphique selon les données trimestrielles depuis 1981:T1; autres indices au trimestre précédant l'élection du PQ; chiffres entre (:) = TCAC

Avec le recul, l'économie québécoise n'a pas suivi le rythme de la moyenne nationale durant les trois derniers mandats du Parti Québécois. Il en va de même par rapport à l'Ontario, province voisine, à l'exception du mandat de 2012. Là encore, le potentiel de croissance du Québec au cours de ces périodes était sans doute plus faible, en partie en raison de la démographie de la province.

[B10] L'immigration au premier plan de la démographie volatile

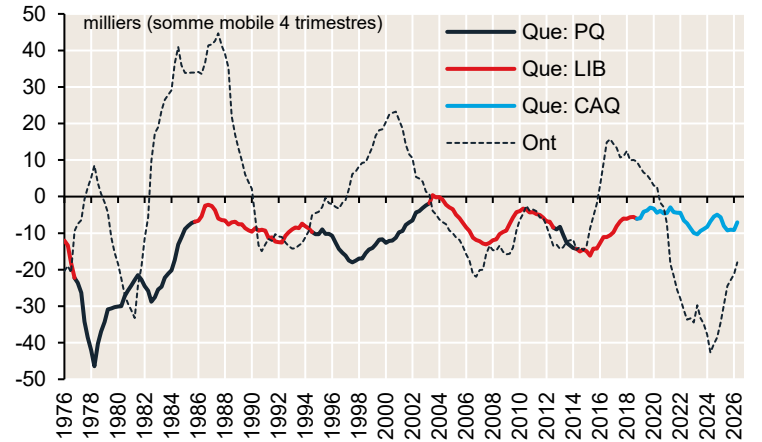
Croissance démographique du Québec et écart avec le Canada : par parti



Source : BNC, StatCan | Note : Données annuelles jusqu'en 2026

[B11] Perspective sur la migration interprovinciale

Migration interprovinciale nette : Québec par parti au pouvoir et Ontario

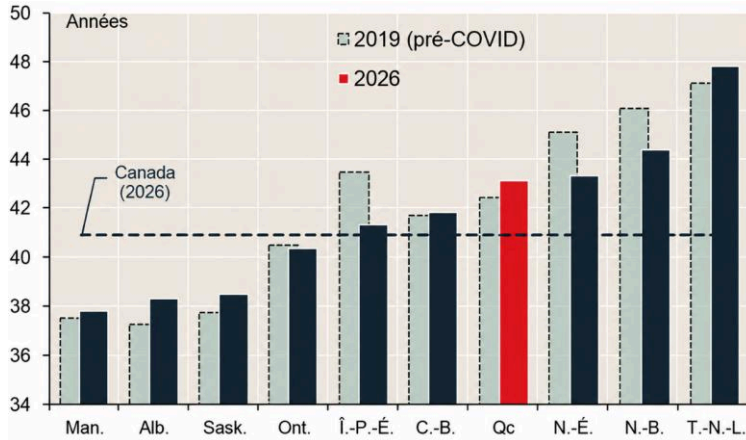


Source : BNC, StatCan | Note : Données trimestrielles jusqu'à 2026:T2; valeurs négatives =

La croissance démographique du Québec a fortement ralenti au cours des deux dernières années, à mesure que les politiques fédérales visant à freiner l'immigration internationale ont pris effet. L'immigration est devenue un enjeu électoral ici comme ailleurs, les provinces cherchant généralement à obtenir davantage de contrôle d'Ottawa. Le Québec continue d'afficher une migration interprovinciale nette négative. Ce phénomène n'est ni nouveau ni propre au Québec, l'Ontario enregistrant lui aussi des départs. L'économie plus vigoureuse de l'Alberta, sa fiscalité avantageuse et ses logements abordables attirent des résidents du reste du Canada.

[B12] Québec relativement plus âgé (mais pas le plus âgé)

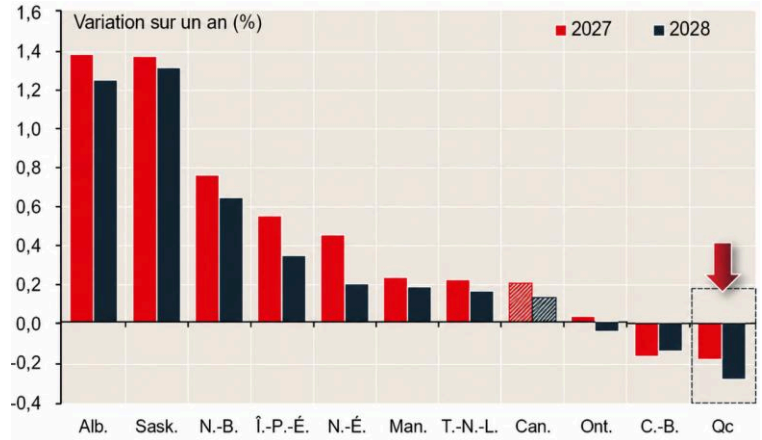
Âge médian par province : 2026 c. pré-COVID



Source : BNC, StatCan

[B13] La population devrait reculer dans les prochaines années

Croissance démographique par province : prévision actuelle de la BNC

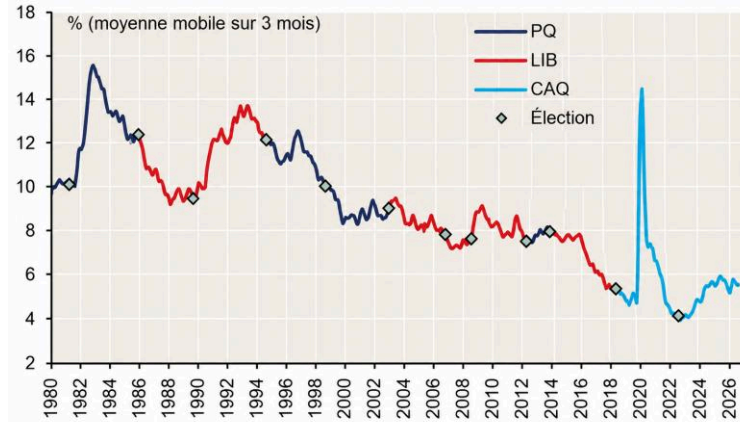


Source : BNC | Note : Hypothèses actuelles après les récentes révisions de StatCan

Étant donné les sorties refoulées de RNP, la migration interprovinciale négative et les tendances naturelles, cela se traduirait par un recul de la population du Québec au cours des deux prochaines années. Cela limiterait la croissance potentielle du PIB et de l'emploi. Par ailleurs, la population relativement plus âgée fait des soins de santé une source évidente de pression budgétaire.

[B14] Le marché du travail québécois s'est montré assez résilient

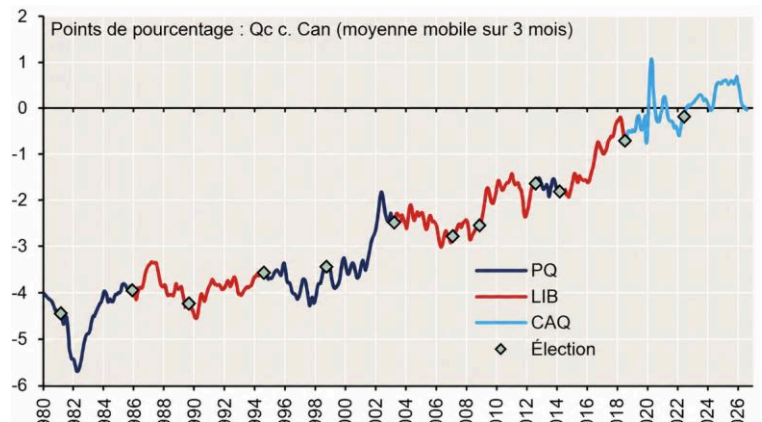
Taux de chômage au Québec : par parti au pouvoir



Source : BNC, StatCan | Note : Données mensuelles jusqu'en août 2026

[B15] Réduction de l'écart du taux d'emploi c. moyenne nationale

Taux d'emploi du Québec c. moyenne nationale : par parti au pouvoir

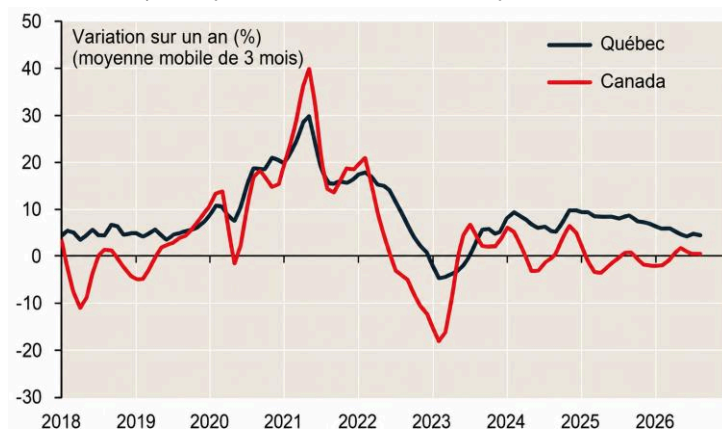


Source : BNC, StatCan | Note : Données mensuelles jusqu'en août 2026

Malgré l'incertitude géopolitique et les pressions exercées par les droits de douane américains, le marché du travail québécois s'est montré relativement résilient, affichant actuellement le deuxième plus faible taux de chômage au pays (5,6% en août 2026). Sous différents gouvernements, le Québec a progressivement réduit l'écart autrefois important de son taux d'emploi par rapport au reste du pays, renforçant ainsi ses fondamentaux de crédit relatifs. La mise en place des CPE à la fin des années au tournant du siècle a contribué à fermer cet écart.

[B16] Moins de tensions visibles sur le marché immobilier

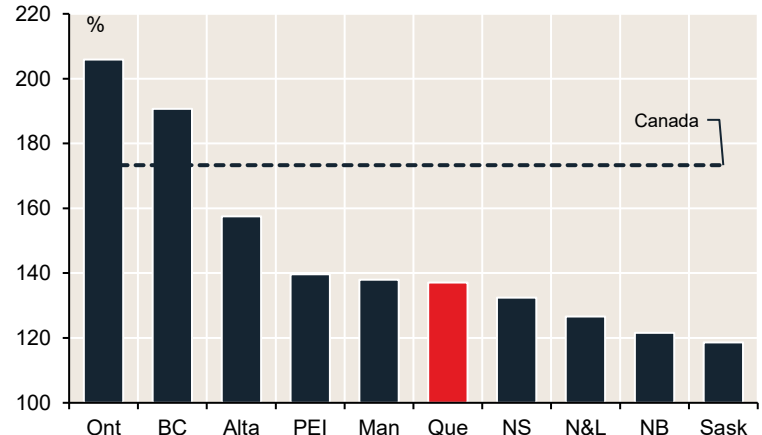
Croissance du prix moyen de revente : Québec c. moyenne nationale



Source : BNC, ACI | Note : Données mensuelles jusqu'en août 2026.

[B17] Ménages québécois relativement moins endettés

Ratio dette/revenu disponible des ménages par province : 2025:T4

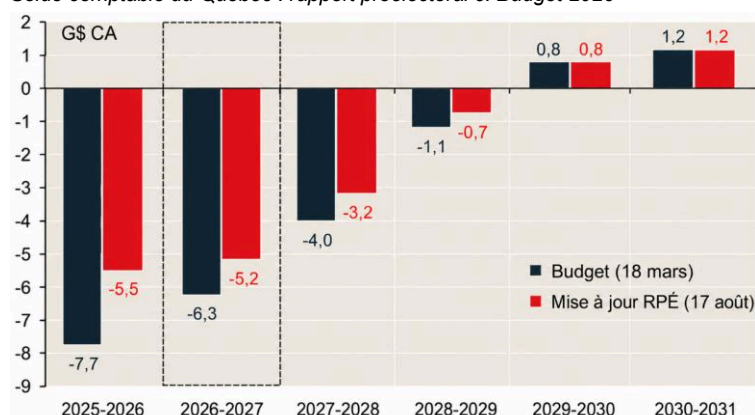


Le marché immobilier québécois a évité les replis les plus marqués observés dans certaines autres régions du pays. Plus abordable, le marché est mieux équilibré et la croissance des prix demeure positive. La hausse des taux d'intérêt représente un risque pour l'économie, mais les ménages québécois sont relativement moins endettés que ceux des grandes provinces comparables.

Section C : Considérations budgétaires

[C1] La mise à jour préélectorale améliore les finances

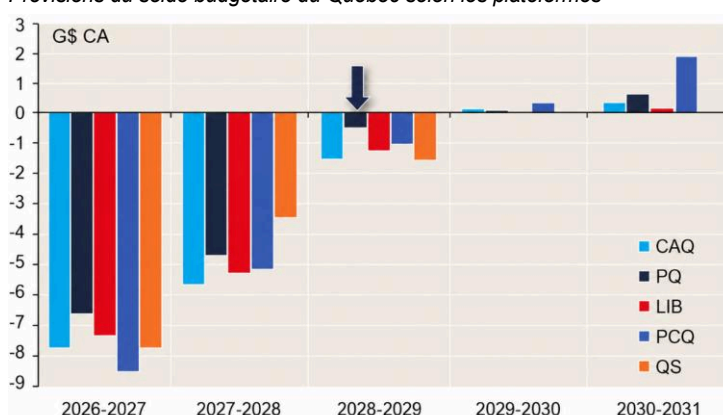
Solde comptable du Québec : rapport préélectoral c. Budget 2026



Source : BNC, Qc | Note : Solde avant Fonds des générations ou « écart à combler »

[C2] Trajectoire budgétaire des principaux partis

Prévisions du solde budgétaire du Québec selon les plateformes

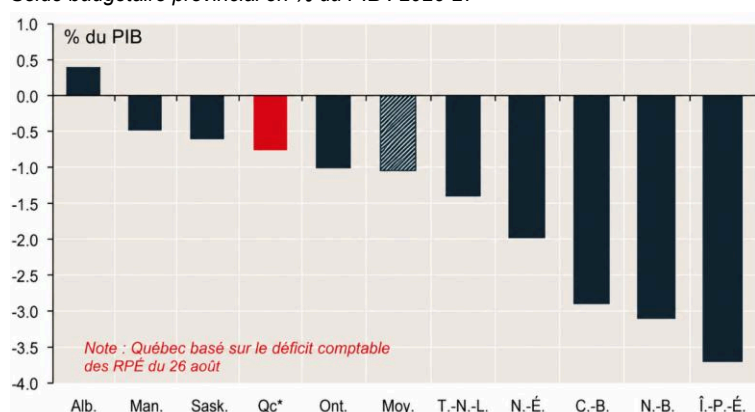


Source : BNC, partis, CFFP | Note : Solde selon la Loi sur l'équilibre budgétaire

Le rapport préélectoral du Québec — une exigence législative — a révélé une trajectoire améliorée par rapport au budget de mars. À première vue, les trajectoires budgétaires globales proposées par les principaux partis peuvent sembler assez proches du statu quo. Mais le PQ s'est engagé à équilibrer le budget un an plus tôt que les autres principaux partis (soit en 2028-29).

[C3] Déficit actuel du Québec relativement gérable

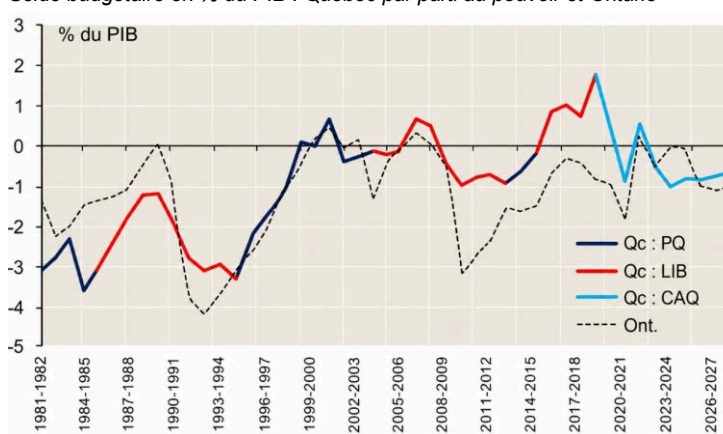
Solde budgétaire provincial en % du PIB : 2026-27



Source : BNC, gouv. prov. | Note : Budgets officiels et estimations du PIB de la BNC

[C4] Perspective historique du solde budgétaire québécois

Solde budgétaire en % du PIB : Québec par parti au pouvoir et Ontario

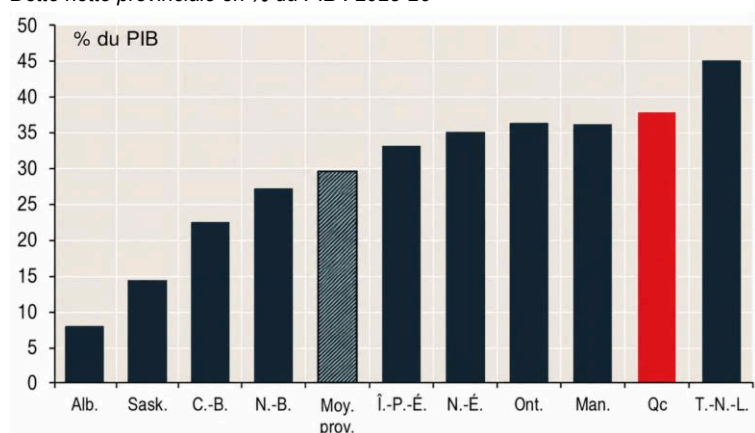


Source : BNC, gouv. prov., StatCan | Note : solde comptable du Qc; 2026-27 estimé

Le Québec est l'une des neuf provinces prévoyant un déficit en 2026-27. À 0,8% du PIB, le déficit comptable avant le Fonds des générations est inférieur à celui de la plupart des provinces et à la moyenne pondérée. Depuis la crise financière mondiale, le Québec a souvent affiché une situation budgétaire relativement plus saine que ses principaux pairs, y compris sous le dernier gouvernement du PQ (2012-14).

[C5] Prudence : dette provinciale relativement élevée...

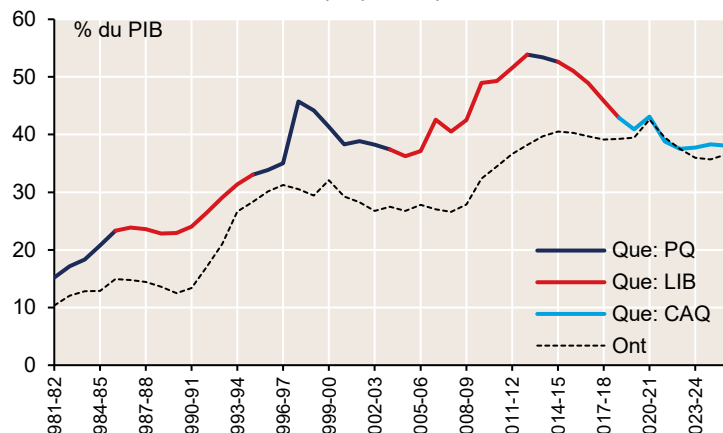
Dette nette provinciale en % du PIB : 2025-26



Source : BNC, gouv. prov. | Budgets officiels et estimations du PIB de la BNC

[C6] ... mais largement comparable à un pair clé

Dette nette en % du PIB : Québec par parti au pouvoir et Ontario

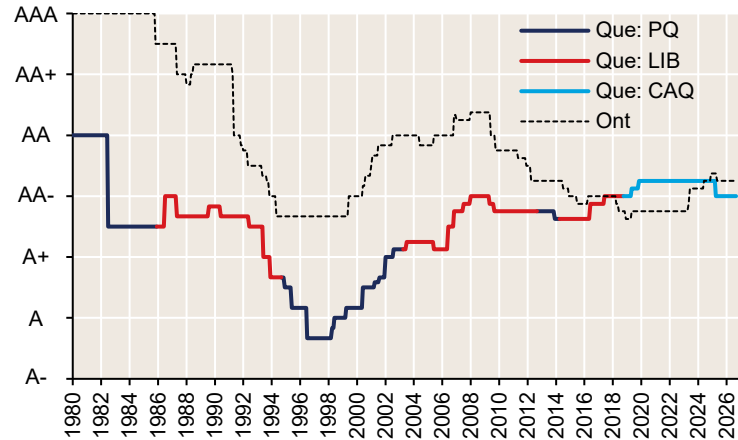


Source : BNC, gouv. prov., StatCan | Note : 2026-27 estimé

Avec la hausse des rendements, la prudence budgétaire s'impose, surtout dans les provinces très endettées comme le Québec. Les gouvernements passés, dont le PQ, ont toutefois infléchi la dette à la baisse dès 2013-14. La CAQ visait une dette nette de 35,5% d'ici 2032-33. Le PQ promet des progrès plus rapides à court terme que les autres partis.

[C7] Évolution de la cote moyenne du Québec

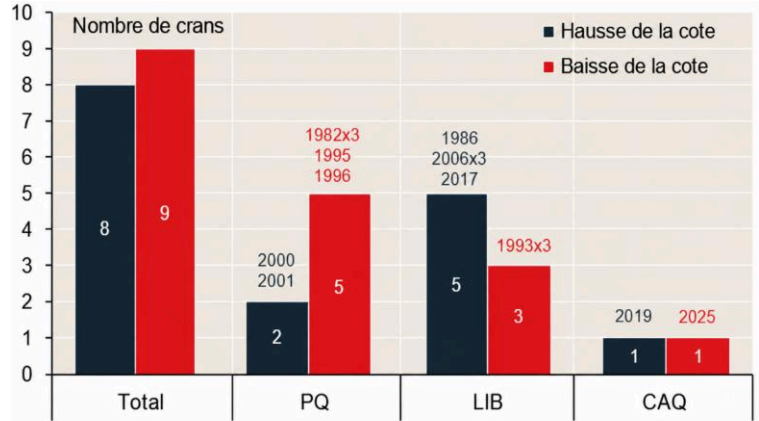
Cote moyenne à long terme : Québec par parti au pouvoir et Ontario



Source : BNC, S&P, Moody's, DBRS, Fitch | Note : mensuel à sept-26, perspectives incluses

[C8] Relèvements/abaissements de la cote du Québec

Cotes du Québec depuis 1980 : relèvements/abaissements par parti au pouvoir

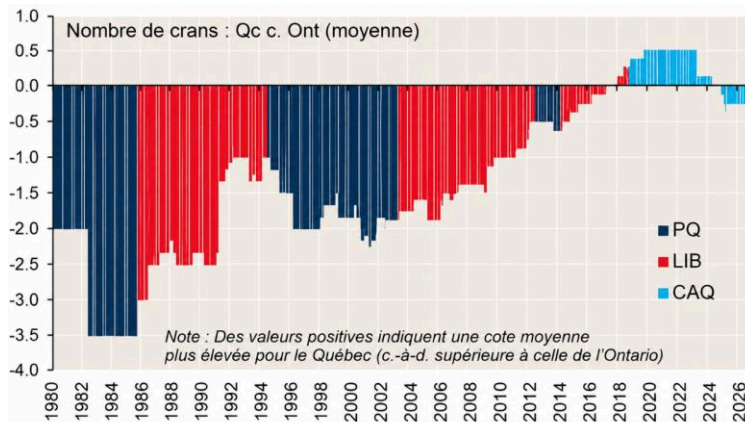


Source : BNC, S&P, Moody's, DBRS, Fitch

La maîtrise relative de la dette du Québec, sous divers partis, a été récompensée par les agences et les investisseurs. Le Québec a obtenu sept relèvements de cote depuis 2000. Plus récemment, des pressions économiques et budgétaires liées en partie au contexte géopolitique ont mené S&P à baisser la cote en avr-25. Toutes les perspectives sont actuellement « stables ».

[C9] Tout est relatif! Les cotes influencent le prix des obligations

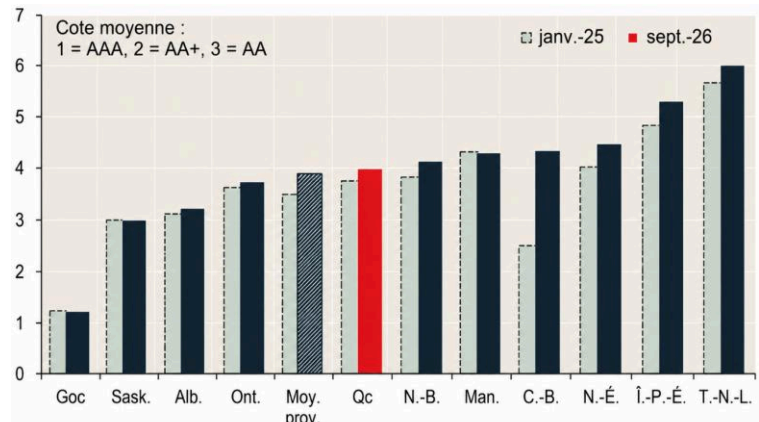
Écart de cote moyenne à long terme : Québec c. Ontario



Source : BNC, S&P, Moody's, DBRS, Fitch | Note : cote moyenne, perspectives incluses

[C10] Cote provinciale moyenne en baisse depuis Trump 2.0

Cote moyenne fédérale-provinciale à long terme

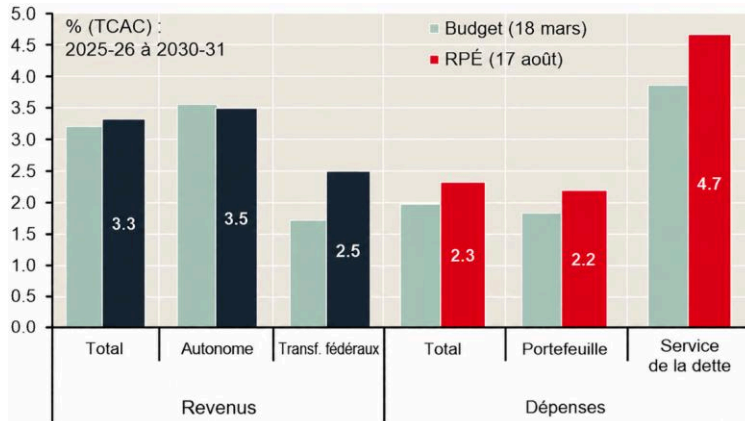


Source : BNC, S&P, Moody's, DBRS, Fitch | Note : score moyen, perspectives incluses

Les cotes expliquent largement le niveau des obligations provinciales par rapport aux pairs. La cote moyenne du Québec face à celle de référence de l'Ontario s'est ainsi améliorée régulièrement jusqu'en 2023. Depuis, l'écart s'est légèrement déplacé en faveur de l'Ontario. Globalement, la qualité du crédit provincial s'est détériorée depuis l'arrivée au pouvoir du président Trump.

[C11] Le service de la dette exercera plus de pression...

Croissance annuelle moyenne sur 5 ans : préélectoral c. Budget 2026



Source : BNC, Qc

[C12] ... avec des taux d'emprunt en hausse, surtout à long terme

Rendements obligataires du Québec à échéance constante : par terme

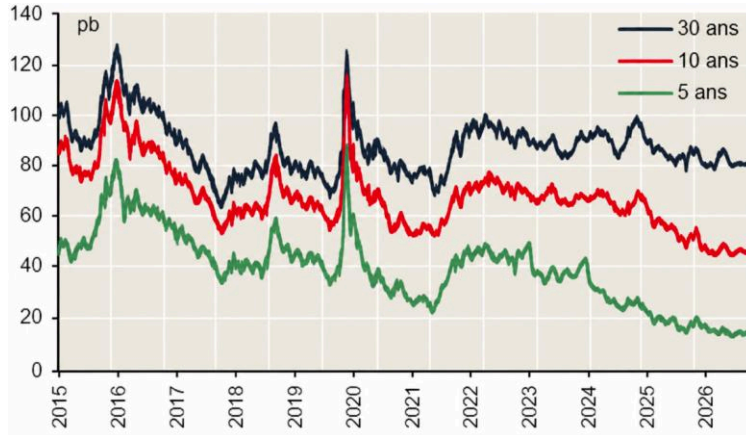


Source : BNC | Note : indications quotidiennes au 1-oct-26

Selon le rapport préélectoral, le retour à l'équilibre exigera probablement une modération durable des dépenses de programmes. Le PQ propose une baisse du taux d'impôt des sociétés, compensée par moins de subventions aux entreprises et une bureaucratie allégée. Le poids des intérêts reste gérable, mais la hausse des rendements — dont des coupons à 30 ans de 5% — accroîtra le service de la dette.

[C13] Écarts provinciaux peut-être (très) serrés...

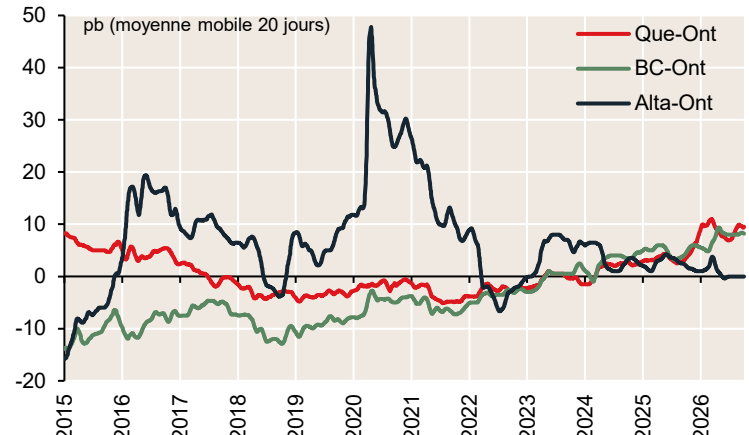
Écarts des obligations du Québec c. courbe du Canada : par terme



Source : BNC | Note : indications quotidiennes au 1-oct-26

[C14] ... mais certains crédits ont été réévalués

Écarts des obligations comparativement à l'Ontario, obligations 30 ans



Source : BNC | Note : moyenne lissée des indications quotidiennes au 1-oct-26

Les écarts de crédit comptent peu dans les coupons actuels, mais restent un indicateur important du risque relatif et du sentiment. Malgré une saison budgétaire généralement « négative pour le crédit », les écarts provinciaux avec le Canada sont serrés historiquement. Certaines relations entre provinces, donc le Québec, ont toutefois été réévaluées depuis un an, surtout à long terme.

[C15] Les obligations du Québec ont déjà été réévaluées autour d'une élection

Écart Québec-Ontario à 30 ans autour des élections québécoises

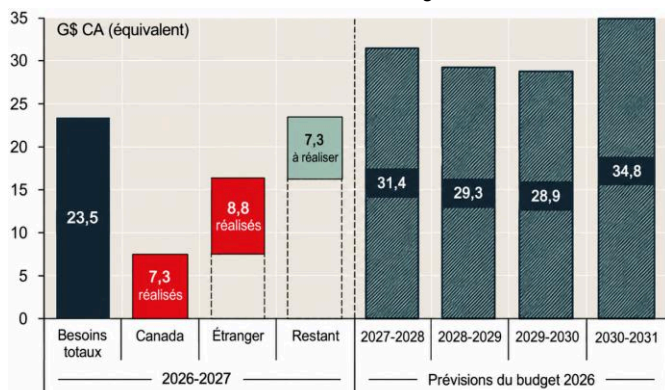


Source : BNC, Bloomberg | Note : obligations de référence; axe en jours ouvrables; 2026 au 2-oct, élection le 5-oct

Depuis début 2024, les obligations québécoises à 30 ans offrent un écart positif face à l'Ontario (rendement plus élevé). La prise en compte d'un « risque politique » théorique a creusé cet écart depuis un an. Les écarts du Québec ont encore subi une pression juste avant le vote du 5 octobre, mais l'écart avec l'Ontario reste nettement sous les niveaux de 2012 (dernière victoire du PQ).

[C16] Bien financé, mais besoins futurs non négligeables?

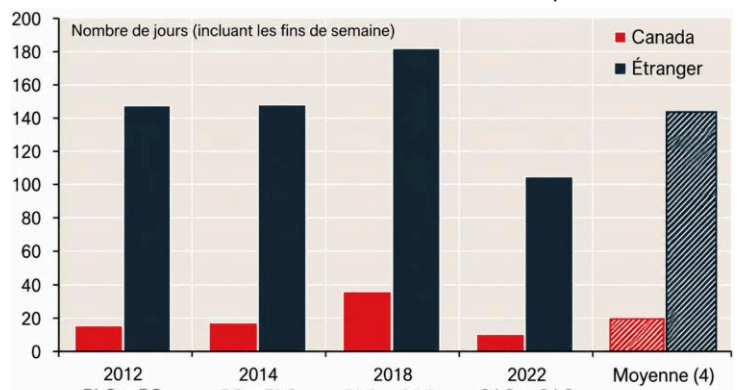
Besoins et avancement du financement à long terme du Québec : dernier plan



Source : BNC, Qc | Note : plans actuels; solde 2026-27 hors préfinancement

[C17] Quand le Québec reviendra-t-il sur les marchés?

Délai avant le retour du Québec sur les marchés de dette après l'élection



Source : BNC, Bloomberg

L'élection québécoise et les politiques qui suivront pourraient affecter les écarts provinciaux, les taux canadiens, certaines actions et même le CAD. Les détenteurs d'obligations auront toutefois probablement du temps pour absorber le résultat : un changement de gouvernement pourrait entraîner un retour plus graduel sur les marchés de la dette qu'une continuité politique. L'enjeu pourrait compter davantage à l'international, où la politique provinciale est moins suivie. Le programme de financement du Québec est bien avancé, mais les besoins futurs restent non négligeables.

ELECTIONS QUEBEC 2026 — AIDE-MEMOIRE DES CADRES FINANCIERS DES PARTIS

Tableau construit à partir de la compilation réalisée par St-Cerny, Hallé-Rochon et Godbout (2026), « Elections du Québec 2026 – Synthèse des cadres financiers des partis politiques », Regard CFFP R2026-19, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke.

	PQ Parti Québécois	CAQ Coalition Avenir Québec	PLQ Parti libéral du Québec	PCQ Parti conservateur du Québec	QS Québec solidaire	Scénario de référence Rapport préélectoral
1 · REVENUS TOTAUX (G\$)						
2027-28						
Revenus autonomes	138.8	140.1	140.0	136.7	149.7	140.2
Transferts fédéraux	35.0	35.0	35.0	34.0	34.0	34.0
Revenus totaux (tels que publiés)	173.8	175.1	174.9	170.7	183.8	174.2
Écart à la référence (%)	-0.2%	+0.5%	+0.4%	-2.0%	+5.5%	
2030-31						
Revenus autonomes	153.1	155.2	155.4	146.4	168.0	155.3
Transferts fédéraux	34.9	34.9	34.9	33.8	33.8	33.8
Revenus totaux (tels que publiés)	188.1	190.1	190.4	180.2	201.8	189.0
Écart à la référence (%)	-0.5%	+0.6%	+0.7%	-4.7%	+6.8%	
Revenus totaux (% du PIB)	24.6%	24.9%	24.9%	23.6%	26.4%	24.8%
2 · DÉPENSES TOTALES, incl. provision pour éventualités (G\$)						
2027-28						
Dépenses (portefeuilles + service de la dette)	175.0	177.3	176.3	172.0	184.2	175.9
Provision pour éventualités	1.0	1.0	1.5	1.5	2.5	1.5
Total incl. provision	176.0	178.3	177.8	173.5	186.7	177.4
Dépenses : écart à la réf. (% excl. provision)	-0.5%	+0.8%	+0.2%	-2.2%	+4.7%	
2030-31						
Dépenses (portefeuilles + service de la dette)	183.6	188.3	186.8	173.9	199.4	186.3
Provision pour éventualités	1.0	0.5	0.5	1.5	1.5	1.5
Total incl. provision	184.6	188.8	187.3	175.4	200.9	187.8
Dépenses : écart à la réf. (% excl. provision)	-1.4%	+1.1%	+0.3%	-6.7%	+7.0%	
Total incl. provision (% du PIB)	24.2%	24.7%	24.5%	23.0%	26.3%	24.6%
3 · SOLDE BUDGÉTAIRE au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire						
En G\$						
2026-27	-6.5	-7.7	-7.2	-8.5	-7.7	-7.7
2027-28	-4.7	-5.7	-5.4	-5.3	-3.4	-5.7
2028-29	0.0	-1.5	-1.2	-1.0	-1.5	-1.5
2029-30 — échéance légale de l'équilibre	0.0	+0.1	0.0	+0.3	0.0	0.0
2030-31	+0.6	+0.3	+0.1	+1.9	0.0	+0.3
En % du PIB						
2030-31	+0.1%	0.0%	0.0%	+0.2%	0.0%	0.0%
2030-31 si écarts à résorber non résorbés	Aucun écart	-0.2%	Aucun écart	Aucun écart	Aucun écart	-0.2%
Loi sur l'équilibre budgétaire						
Année de l'équilibre (1re année ≥ 0)	2028-29	2029-30	2029-30	2029-30	2029-30	2029-30
Respecte la Loi sur l'équilibre budgétaire?	✓ Oui	✓ Oui	✓ Oui	✓ Oui	✓ Oui	Exige l'équilibre d'ici 2029-30
4 · DETTE NETTE (passifs financiers nets), % du PIB						
2027-28	38.1%	38.4%	38.3%	38.4%	Non publié	38.4%
2030-31	35.5%	36.4%	36.7%	35.8%	40.4%	36.0%
5 · COÛT NET DES ENGAGEMENTS PAR RAPPORT À LA RÉFÉRENCE (RAPPORT PRÉÉLECTORAL), cumulatif 2026-27 à 2030-31 (G\$)						
Variation nette des revenus	-4.5	+3.9	+4.6	-28.7	+45.1	s.o.
Variation nette des dépenses	-9.3	+8.7	+1.8	-36.6	+43.3	s.o.
Coût net (dépenses – revenus; = économie)	-4.8	+4.8	-2.8	-7.8	-1.8	s.o.

6 · TOP 5 DES ENGAGEMENTS EN REVENUS, selon l'impact en 2030-31 (+ = plus de revenus pour l'État) (M\$)

	Taux d'imposition des sociétés : 11,5 % → 9,5 %	Transferts fédéraux supplémentaires par rapport au rapport préélectoral	Transferts fédéraux supplémentaires par rapport au rapport préélectoral	Baisse de l'impôt des particuliers	Impôt sur les grandes fortunes
1er engagement					
Impact en 2030-31	-2,540	+1,178	+1,180	-9,100	+5,000
2e engagement	Transferts fédéraux supplémentaires par rapport au rapport préélectoral	Crédit d'impôt première habitation : de 1 400 \$ à 7 000 \$	Exemption de base sur la cotisation au Fonds des services de santé	Baisse de l'impôt des sociétés	Réforme de l'impôt des particuliers pour réduire les inégalités
Impact en 2030-31	+1,178	-150	-800	-6,520	+2,260
3e engagement	Gain de revenus attribué à la baisse de l'impôt des sociétés	Rentabilité accrue des sociétés d'État	Recentrage des crédits d'impôt aux entreprises	Libéralisation et déréglementation	Hausse de l'impôt sur les profits des grandes entreprises
Impact en 2030-31	+692	+127	+600	+5,440	+950
4e engagement	Exemption de taxes sur les biens usagés	Jusqu'à 35 000 \$ de revenu de travail exempté d'impôt (certains 65 ans et +)	Encadrement des jeux en ligne illégaux	Réduction des obstacles au commerce interprovincial	Inclusion complète des gains en capital pour les grandes entreprises
Impact en 2030-31	-600	-80	+350	+2,795	+930
5e engagement	Redevance sur les sites de paris sportifs	—	Annulation des mesures de baisse d'impôt de la CAQ*	Abolition du marché du carbone (SPEDE)	Ménage dans le régime fiscal
Impact en 2030-31	+300	—	+250	-1,383	+830
Tous les autres engagements	+20	0	-219	-51	+2,810
Effet total sur les revenus, 2030-31	-950	+1,075	+1,361	-8,819	+12,780

7 · TOP 5 DES ENGAGEMENTS EN DÉPENSES, selon l'impact en 2030-31 (+ = plus de dépenses; hors service de dette) (M\$)

	Réduction du FDE et des subventions aux entreprises	Soins à domicile	Modernisation et efficacité de l'État	Réduction des crédits d'impôt aux entreprises	Création de Pharma-Québec
1er engagement					
Impact en 2030-31	-2,540	+400	-1,700	-3,915	-3,300
2e engagement	Réduction de la bureaucratie pour recentrer l'État sur ses missions	Hausse de 200 \$ du soutien aux aînés	Impact budgétaire des engagements en infrastructures (PQI)	Révision complète des programmes	Sous-financement projeté des services publics
Impact en 2030-31	-1,600	+190	+945	-2,500	+2,920
3e engagement	Remboursement de la taxe sur l'essence payé par le fonds climatique (FECC)**	Supplément pour la rentrée scolaire, jusqu'à 250 \$ par enfant	Stages étudiants rémunérés	Abolition du fonds climatique (FECC)	Salaires du secteur public, équité salariale et expertise
Impact en 2030-31	+450	+115	+375	-1,737	+2,120
4e engagement	Réduction de certains programmes du fonds climatique	Économies sur les contrats de services professionnels	Réinvestissement en santé et en soins à domicile	Réduction de la fonction publique par attrition	Soutien au revenu des personnes en situation de pauvreté
Impact en 2030-31	-450	-114	+350	-1,380	+2,020
5e engagement	Plus d'heures de soins à domicile	Nouveau crédit d'impôt pour les frais de garde en milieu scolaire	Recentrage de la capacité d'intervention du FDE	Modernisation numérique	400 nouveaux points d'accès au réseau de la santé
Impact en 2030-31	+325	+110	-150	-1,200	+1,820
Tous les autres engagements	+1,204	+1,061	+427	-1,642	+6,590
Effet total sur les dépenses, 2030-31	-2,611	+1,762	+247	-12,374	+12,170

Source : St-Cerny, Hallé-Rochon et Godbout (2026), « Élections du Québec 2026 – Synthèse des cadres financiers des partis politiques », Regard CFFP R2026-19, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke. Figures 3 à 11, tableaux 3, 5 et 6, annexe 1.

5 principaux engagements (sections 6 et 7) : classés selon la valeur absolue de l'impact en 2030-31, que l'engagement hausse ou réduise les revenus ou les dépenses. Les lignes génériques (« mesures / engagements / dépenses à venir ») ne sont pas classées et sont incluses dans « Tous les autres engagements », qui correspond au total moins les 5

* À égalité avec la baisse du taux d'imposition des PME

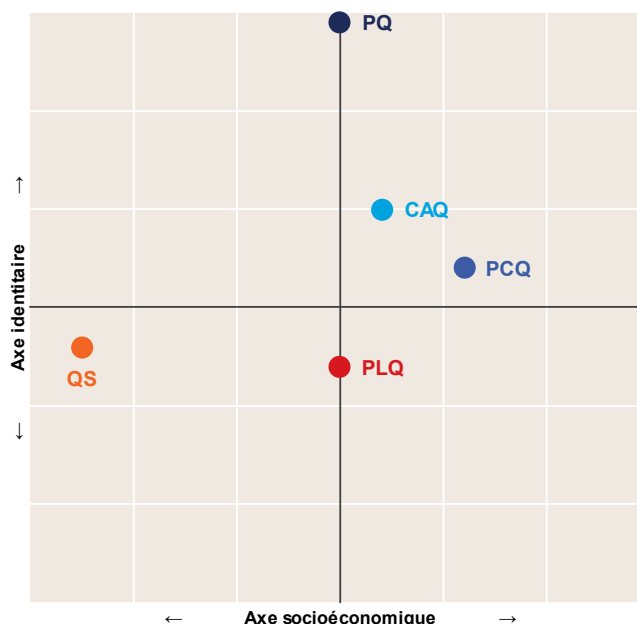
** Le remboursement de la taxe sur l'essence (+450) est financé par une réduction équivalente d'autres programmes du FECC (-450); les deux figurent parmi les 5 principaux engagements.

Les écarts à résorber sont des économies budgétaires ou des revenus sur lesquels le cadre financier compte, mais qui n'ont pas encore été précisés.

QUEBEC 2026 — BOUSSOLE ELECTORALE : OU SE SITUENT LES PARTIS

Construit à partir de la boussole électorale de Vox Pop Labs et Radio-Canada

BOUSSOLE ÉLECTORALE : POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE RELATIF DES PARTIS (axes socioéconomique et identitaire)



● PQ Parti Québécois ● CAQ Coalition Avenir Québec ● PLQ Parti libéral du Québec ● PCQ Parti conservateur du Québec ● QS Québec solidaire

AXE SOCIOÉCONOMIQUE : positions des partis sur des enjeux choisis

Énoncés	Fortement en désaccord	Plutôt en désaccord	Neutre	Plutôt d'accord	Fortement d'accord
Le déficit budgétaire du Québec devrait être réduit, même si cela signifie moins de services publics.	QS	PLQ PQ CAQ	-	PCQ	-
Il devrait y avoir moins de personnes à l'emploi du gouvernement du Québec.	-	QS	-	PQ	PLQ CAQ PCQ
Le développement minier devrait être limité afin de protéger le territoire québécois.	CAQ PCQ	PLQ PQ	-	-	QS
Questions	Beaucoup moins	Un peu moins	Autant qu'actuellement	Un peu plus	Beaucoup plus
Dans quelle mesure le gouvernement du Québec devrait-il agir pour limiter les hausses de loyer?	PCQ	-	PLQ CAQ	PQ	QS
Quelle place le secteur privé devrait-il occuper dans les soins de santé?	QS	-	PQ	PLQ CAQ	PCQ
Combien d'impôts les mieux nantis devraient-ils payer?	-	PCQ	PQ CAQ	PLQ	QS

AXE IDENTITAIRE : positions des partis sur des enjeux choisis

Énoncés	Fortement en désaccord	Plutôt en désaccord	Neutre	Plutôt d'accord	Fortement d'accord
Le Québec devrait devenir un pays indépendant.	PLQ	CAQ PCQ	-	-	QS PQ
Seuls les élèves diplômés d'une école secondaire de langue anglaise devraient avoir accès aux cégeps anglophones.	PLQ PCQ	QS CAQ	-	-	PQ
Questions	Beaucoup moins	Un peu moins	Autant qu'actuellement	Un peu plus	Beaucoup plus
Combien d'immigrants le Québec devrait-il accueillir?	PQ	PCQ	CAQ	QS PLQ	-
Questions	Beaucoup moins	Un peu moins	Autant qu'actuellement	Un peu plus	Beaucoup plus
Dans quelle mesure le gouvernement du Québec devrait-il agir pour protéger la langue française?	-	-	-	QS PLQ PCQ	PQ CAQ

Source : Vox Pop Labs et Radio-Canada, Boussole électorale, élections québécoises de 2026. Positions des partis telles que publiées dans la Boussole électorale.



Économie et stratégie

Abonnez-vous à nos publications:

BNCeconomieetStrategie@bnc.ca

Pour nous joindre :

514-879-2529

Stéfane Marion

Économiste et stratège en chef

stefane.marion@bnc.ca

Matthieu Arseneau

Chef économiste adjoint

matthieu.arseneau@bnc.ca

Jocelyn Paquet

Économiste principal

ajocelyn.paquet@bnc.ca

Kyle Dahms

Économiste principal

kyle.dahms@bnc.ca

Alexandra Ducharme

Économiste principale

alexandra.ducharme@bnc.ca

Daren King, CFA

Économiste principal

daren.king@bnc.ca

Warren Lovely

Stratège principal,

Taux d'intérêt et secteur public

blcwarren.lovely@bnc.ca

Taylor Schleich

Stratège, Taux d'intérêt

taylor.schleich@bnc.ca

Ethan Currie

Stratège

ethan.currie@bnc.ca

Angelo Katsoras

Analyste géopolitique

angelo.katsoras@bnc.ca

Nathalie Girard

Coordonnatrice senior

n.girard@bnc.ca

Giuseppe Saltarelli

Infographiste

giuseppe.saltarelli@bnc.ca

Général : Le présent rapport a été élaboré par Financière Banque Nationale inc. (FBN), (courtier en valeurs mobilières canadien, membre de l'OCRI), filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque Nationale du Canada. La Banque Nationale du Canada est une société ouverte inscrite à la Bourse de Toronto.

Les renseignements contenus aux présentes ont été obtenus de sources que nous croyons fiables, mais ils ne sont pas garantis, peuvent être incomplets et modifiés sans préavis. Les renseignements sont à jour à la date indiquée dans le présent document. Ni le ou les auteurs ni FBN n'assument quelque obligation que ce soit de mettre ces renseignements à jour ou de communiquer tout fait nouveau concernant les sujets ou les titres évoqués. Les opinions exprimées sont fondées sur l'analyse et l'interprétation du ou des auteurs de ces renseignements, et elles ne doivent pas être interprétées comme une sollicitation ou une offre visant l'achat ou la vente des titres mentionnés dans les présentes, et rien dans le présent rapport ne constitue une déclaration selon laquelle toute stratégie ou recommandation de placement contenue aux présentes convient à la situation individuelle d'un destinataire. Dans tous les cas, les investisseurs doivent mener leurs propres vérifications et analyses de ces renseignements avant de prendre ou d'omettre de prendre toute mesure que ce soit en lien avec les titres ou les marchés qui sont analysés dans le présent rapport. Il importe de ne pas fonder de décisions de placement sur ce seul rapport, qui ne remplace pas un contrôle préalable ou les travaux d'analyse exigés de votre part pour motiver une décision de placement.

Le présent rapport ne peut être distribué que dans les cas permis par la loi applicable. Le présent rapport ne s'adresse pas à vous si FBN ou toute société affiliée distribuant le présent rapport fait l'objet d'interdiction ou de restriction de le mettre à votre disposition par quelque loi ou règlement que ce soit dans quelque territoire que ce soit. Avant de lire le présent rapport, vous devriez vous assurer que FBN a l'autorisation de vous le fournir en vertu des lois et règlements en vigueur.

Marchés financiers Banque Nationale du Canada est une marque de commerce utilisée par Financière Banque Nationale et National Bank of Canada Financial Inc.

Résidents du Canada : FBN ou ses sociétés affiliées peuvent appliquer toute stratégie de négociation décrite dans les présentes pour leur propre compte ou sur une base discrétionnaire pour le compte de certains clients; elles peuvent, à mesure que les conditions du marché changent, modifier leur stratégie de placement, notamment en procédant à un désinvestissement intégral. Les positions de négociation de FBN et de ses sociétés affiliées peuvent également être contraires aux opinions exprimées dans le présent rapport.

FBN ou ses sociétés affiliées peuvent intervenir comme conseillers financiers, placeurs pour compte ou preneurs fermes pour certains émetteurs mentionnés dans les présentes et recevoir une rémunération pour ces services. De plus, FBN et ses sociétés affiliées, leurs dirigeants, administrateurs, représentants ou adjoins peuvent détenir une position sur les titres mentionnés dans les présentes et effectuer des achats ou des ventes de ces titres à l'occasion, sur les marchés publics ou autrement. FBN, ses sociétés affiliées peuvent agir à titre de teneurs de marché relativement aux titres mentionnés dans le présent rapport. Le présent rapport ne peut pas être considéré comme indépendant des intérêts exclusifs de FBN et de ses sociétés affiliées.

Le présent rapport n'est pas considéré comme un produit de recherche en vertu des lois et règlements canadiens. Par conséquent, ce document n'est pas régi par les règles applicables à la publication et à la distribution de rapports de recherche, notamment les restrictions ou renseignements à fournir pertinents qui doivent être inclus dans les rapports de recherche.

Résidents du Royaume-Uni : Le présent rapport est un document de marketing. Il n'a pas été préparé conformément aux exigences prévues par les lois de l'Union européenne établies pour promouvoir l'indépendance de la recherche en matière de placement, et il ne fait l'objet d'aucune interdiction concernant la négociation préalable à la diffusion de la recherche en matière de placement. FBN a approuvé le contenu du présent rapport, dans le cadre de sa distribution aux résidents du Royaume-Uni (notamment pour l'application, au besoin, du paragraphe 21(1) de la Financial Services and Markets Act 2000). Le présent rapport est fourni à titre indicatif seulement et ne constitue en aucun cas une recommandation personnalisée ni des conseils juridiques, fiscaux ou de placement. FBN et sa société mère, ou des sociétés de la Banque Nationale du Canada ou membres du même groupe qu'elle, ou leurs administrateurs, dirigeants et employés peuvent détenir des participations ou des positions vendeur ou acheteur à l'égard des placements ou des placements connexes qui font l'objet du présent rapport, ou ils peuvent avoir détenu de telles participations ou positions. Ces personnes peuvent à tout moment effectuer des ventes ou des achats à l'égard des placements ou placements connexes en question, que ce soit à titre de contrepartistes ou de mandataires. Elles peuvent agir à titre de teneurs de marché pour ces placements connexes ou avoir déjà agi à ce titre, ou peuvent agir à titre de banque d'investissement ou de banque commerciale à l'égard de ceux-ci ou avoir déjà agi à ce titre. La valeur des placements et les revenus qui en découlent peuvent autant baisser qu'augmenter, et il se peut que vous ne récupériez pas la somme investie. Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Si un placement est libellé en devises, les variations de change peuvent avoir un effet défavorable sur la valeur du placement. Il peut s'avérer difficile de vendre ou de réaliser des placements non liquides, ainsi que d'obtenir de l'information fiable concernant leur valeur ou l'étendue des risques auxquels ils sont exposés. Certaines opérations, notamment celles qui concernent les contrats à terme, les swaps, et autres produits dérivés, soulèvent un risque sérieux et ne conviennent pas à tous les investisseurs. Les placements prévus dans le présent rapport ne sont pas offerts aux clients particuliers, et le présent rapport ne doit pas leur être distribué (au sens des règles de la Financial Conduct Authority). Les clients particuliers ne devraient pas agir en fonction des renseignements contenus dans le présent rapport ou s'y fier. Le présent rapport ne constitue pas une offre de vente ou de souscription, ni la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription des titres décrits dans les présentes, ni n'en fait partie. On ne doit pas non plus se fonder sur le présent rapport dans le cadre d'un contrat ou d'un engagement quelconque et il ne sert pas, ni ne servira de base ou de fondement pour de tels contrats ou engagements.

Les présents renseignements ne doivent être communiqués qu'aux contreparties admissibles et clients professionnels du Royaume-Uni au sens des règles de la Financial Conduct Authority. FBN est autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority au Royaume-Uni, et à son siège social au 70 St. Mary Axe, London, EC3A 8BE.

FBN n'est pas autorisée par la Prudential Regulation Authority ou par la Financial Conduct Authority à accepter des dépôts au Royaume-Uni.

Résidents de l'UE : En ce qui concerne la distribution de ce rapport dans les États membres de l'Union européenne (« UE ») et de l'Espace économique européen (« EEE ») par NBC Paris, le contenu de ce rapport est uniquement à titre informatif et ne constitue pas un conseil en investissement, une recherche en investissements, une analyse financière ou toute autre forme de recommandation générale concernant les transactions sur instruments financiers au sens de la Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 (« MIF 2 »). Ce rapport est destiné uniquement aux investisseurs professionnels et aux contreparties éligibles au sens de la directive MIF 2 et son contenu n'a pas été revu ou approuvé par une autorité de l'UE/EEE. NBC Paris est une entreprise d'investissement agréée par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution (« ACPR ») pour fournir des services d'investissement en France et a passé ses services d'investissement dans l'ensemble de l'UE/EEE au titre de la libre prestation de services et a son siège social au 8 avenue Percier, 75008 Paris, France. BNC Marchés financiers, filiale de la Banque Nationale du Canada, est une marque de commerce utilisée par NBC Paris S.A. FBN n'est pas agréée pour la fourniture de services d'investissement au sein de l'UE/EEE.

Résidents des États-Unis : En ce qui concerne la distribution du présent rapport aux États-Unis, National Bank of Canada Financial Inc. (« NBCFI ») qui est réglementée par la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) et est membre de la Securities Investor Protection Corporation (SIPC), membre du groupe de FBN, endosse la responsabilité du contenu du présent rapport, sous réserve des modalités susmentionnées. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent rapport, les résidents des États-Unis doivent communiquer avec leur représentant inscrit de NBCFI.

Ce rapport n'est pas un rapport de recherche et ne s'adresse qu'aux grands investisseurs institutionnels des États-Unis. Ce rapport n'est pas assujéti aux normes d'indépendance et d'informations à fournir aux États-Unis applicables aux rapports de recherche.

Résidents de HK : En ce qui concerne la diffusion de ce document à Hong Kong par NBC Financial Markets Asia Limited (« NBCFMA »), titulaire d'un permis de la Securities and Futures Commission (« SFC ») qui l'autorise à mener des activités réglementées de type 1 (négociation de valeurs mobilières) et de type 3 (négociation avec effet de levier sur le marché de change), le contenu de cette publication est uniquement présenté à titre d'information. Il n'a pas été approuvé, examiné ni vérifié par aucune autorité de réglementation de Hong Kong, ni n'a été déposé auprès d'une telle autorité. Rien dans ce document ne constitue une recommandation, un avis, une offre ou une sollicitation en vue de l'achat ou de la vente d'un produit ou d'un service, ni une confirmation officielle d'aucune transaction. Aucun des émetteurs de produits, ni NBCFMA ni aucun membre de son groupe, ni aucune autre personne ou entité désignée dans les présentes n'est obligé de vous aviser de modifications de quelque information que ce soit et aucun des susmentionnés n'assume aucune perte que vous auriez subie en vous en fondant sur ces informations.

Ce document peut contenir des informations au sujet de produits de placement dont l'offre au public de Hong Kong n'est pas autorisée par la SFC et ces informations seront uniquement mises à la disposition de personnes qui sont des investisseurs professionnels [au sens de « Professional Investors », tel que défini par la Securities and Futures Ordinance of Hong Kong (« SFO »)]. Si vous avez des doutes quant à votre statut, vous devriez consulter un conseiller financier ou communiquer avec nous. Ce document n'est pas un document de marketing et n'est pas destiné à une distribution publique. Veuillez noter que ce document ni le produit qui y est mentionné ne sont visés par une autorisation de vente de la SFC. Prière de vous reporter au prospectus du produit pour des renseignements plus détaillés.

Des conflits d'intérêts concernant NBCFMA ou les activités de membres de son groupe sont possibles. Ces activités et intérêts comprennent des intérêts multiples en termes de conseils, transactionnels et financiers, dans les valeurs mobilières et instruments qui peuvent être achetés ou vendus par NBCFMA ou les membres de son groupe, ou dans d'autres instruments de placement qui sont gérés par NBCFMA ou les membres de son groupe qui peuvent acheter ou vendre de telles valeurs mobilières ou de tels instruments. Aucune autre entité au sein du groupe de la Banque Nationale du Canada, y compris la Banque Nationale du Canada et Financière Banque Nationale Inc., n'est titulaire d'un permis de la SCF ni n'est inscrite auprès de la SFC. Par conséquent, ces entités et leurs employés ne sont pas autorisés à ni n'ont l'intention de : (i) se livrer à une activité réglementée à Hong Kong; (ii) se présenter comme s'ils se livraient à une activité réglementée à Hong Kong; (iii) commercialiser activement leurs services auprès du public de Hong Kong.

Droits d'auteur : Le présent rapport ne peut être reproduit en totalité ou en partie, ni distribué, publié ou mentionné de quelque manière que ce soit, ni ne le peuvent les renseignements, les opinions ou les conclusions qu'il contient sans, dans chaque cas, obtenir le consentement préalable et écrit de la FBN.